



GROUPE DE SUIVI BUDGETAIRE

MALI

RAPPORT DU DEBAT PUBLIC DU PROCESSUS BUDGETAIRE 2016 DU CONSEIL DE CERCLE DE KOUTIALA



INTRODUCTION

Le vendredi 22 décembre 2017, s'est déroulé le débat public sur le rapport de suivi et d'analyse du processus budgétaire 2016 du conseil de cercle de Koutiala.

La rencontre a regroupé au centre « Sinyégué de la mission catholique, les autorités, les services techniques, les chefs de villages/quartiers, les organisations de la société civile et le grand public.

I. CONTEXTE

L'Ambassade du royaume du Danemark et le Groupe de Suivi Budgétaire ont signé le 29 mai 2017 à Bamako une convention pour le financement de l'engagement de développement visant essentiellement à accroître la transparence, la participation et la redevabilité dans la gestion des ressources publiques de la région de Sikasso.

C'est dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme que le GSB a réalisé un rapport de suivi et d'analyse du processus budgétaire du conseil de cercle de Koutiala au titre de l'année 2016. En conséquence, il apparaît nécessaire de procéder à la restitution et au débat public à l'effet de partager les résultats.

II. OBJECTIF DU DEBAT PUBLIC

Il vise à alimenter un espace de dialogue et d'interpellation entre les acteurs de la décentralisation sur la gestion des fonds publics de l'année 2016 du conseil de cercle de Koutiala.

III. DEROULEMENT DU DEBAT

3.1 Cérémonie d'ouverture

D'entrée de jeu, le point focal a remercié le public pour avoir répondu à l'invitation du GSB. Puis il a précisé le contexte du débat public.

Ensuite, Mr Tomèguè Traoré 2^{ème} vice-président du conseil de cercle de Koutiala qui présidait la cérémonie à cause de l'empêchement du préfet, a souhaité à tous la bienvenue, remercié le GSB et son partenaire l'Ambassade du royaume du Danemark.

Aussi, il a mis l'accent sur l'importance que revêt un tel espace à savoir accroître la transparence, l'information et l'interpellation afin de permettre au conseil de cercle de rendre compte et recueillir les attentes des citoyens.

Il a exhorté les invités à une pleine participation.

Sur ce, il a déclaré ouverte la séance du débat public.

3.2 présentation des résultats du rapport d'analyse en bambara

Il convient de retenir

La transparence

Sur le calendrier budgétaire, les OSC n'ont pas été informées

Le conseil de cercle a utilisé comme moyen de communication, pour le reste du processus budgétaire radios locales et la lettre circulaire du préfet de cercle

Toutefois le PDSEC, les budgets le compte administratif sont mis à la disposition des OSC

Aucune demande émanant des OSC n'a été soumise au conseil de cercle

La participation des OSC

Sur 30, 2 seulement ont affirmé avoir participé au processus budgétaire

Les raisons invoquées pour justifier la non-participation s'articulent autour de la méconnaissance, l'incivisme, etc.

La redevabilité

En 2016, le conseil de cercle de Koutiala n'a pas fait une restitution publique du compte administratif. Il l'a simplement transmis à l'autorité de tutelle

L'état des recettes fiscales et non fiscales, l'état d'exécution des dépenses de la collectivité territoriale ont été présentés

IV. QUESTIONS –CLES :

- Quelles sont les raisons du faible taux des investissements ?
- Préciser les taux des impôts et taxes qui doivent revenir au conseil de cercle
- Quelle action le GSB envisage-t-il pour appuyer le conseil de cercle à rehausser le taux de recouvrement de la TDRL très faible ?
- Qu'est ce qui explique la faiblesse des ressources internes ?
- Pourquoi le taux de réalisation de l'ITS est supérieur à la prévision

Cette situation était due à l'augmentation du nombre d'enseignants salariés du LKDK et du lycée de M'Pèssoba.

V. ENGAGEMENTS

Le conseil de cercle s'engage à restituer dans chacun des 6 arrondissements de Koutiala dès qu'il aura acquis un financement à cet effet

Le CDQ s'engage à sensibiliser les populations des quartiers et des villages sur le budget et la citoyenneté
Les chefs de villages s'engagent à participer à toute émission à la radio sur le budget lorsqu'ils sont sollicités

La CAFO s'engage à réaliser trimestriellement au niveau des radios locales des tables rondes sur la TDRL

Les ONG s'engagent à informer, sensibiliser, former les citoyens sur le budget des collectivités territoriales, la redevabilité et le contrôle citoyen

La CLJ s'engage à faire de la sensibilisation et du plaidoyer auprès des jeunes la commune urbaine et du cercle à payer leur TDRL et à vérifier les reçus de paiement

Les organes de communication s'engagent à intensifier les émissions sur les questions budgétaires des collectivités territoriales



VI. RECOMMANDATIONS

- Le GSB doit organiser chaque année, un débat public similaire
- Désormais le conseil de cercle doit procéder à la restitution publique de son compte administratif
- Au niveau de la commune urbaine de Koutiala, il apparaît urgent d'actualiser les rôles afin de permettre une bonne identification des contribuables de la TDRL
- Faire des campagnes de plaidoyer auprès des OSC pour une pleine participation au processus budgétaire du cercle

VII. CONCLUSION

Le débat public a permis aux invités d'être outillés sur le budget 2016 du conseil de cercle. Ceci a donné lieu séance tenante à une interpellation.

En conséquence les partenaires ont pris des engagements et formulé des recommandations d'amélioration.